

Déclaration des agents du BRIA du Bourget du 30 mars 2021

4 des 6 agents en poste au BRIA du Bourget s'associent à cette déclaration.

Il y a un an, le BRIA du Bourget était fermé du jour au lendemain au prétexte de la crise du Covid, sans aucune information préalable ni concertation avec les personnels.

Les agents du BNIA de Bordeaux ont repris subitement l'activité du BRIA du Bourget, non sans difficulté devant la charge de travail supplémentaire conséquente. Après plusieurs semaines de fermeture et suite à la demande des agents du BRIA et du BNIA, la DSNA a consenti à une réouverture du BRIA du Bourget au mois de juin 2020 tout en annonçant sa fermeture définitive à l'horizon fin 2021.

Nous avons pris acte et commencé à discuter de nos conditions de départ tout en continuant à assurer nos missions malgré les problèmes de sous-effectif et les tours de service changeants. Lors de la visite de SDRH en janvier dernier, il nous a été conseillé de postuler dès la prochaine campagne de mobilité printemps 2021 pour une mutation au plus vite.

Nous avons appris depuis lors qu'un GT sur l'information aéronautique opérationnelle s'était réuni à deux reprises et que nous n'avions pas été associés au sous-groupe concernant le transfert de nos activités vers le BNIA.

Les agents du BNIA ont fait part dans leur déclaration du 23 mars de leurs inquiétudes concernant les conditions d'organisation de ce GT et de la reprise des activités du BRIA Le Bourget.

Nous rejoignons leurs inquiétudes.

Lors du CT DO, la reprise de la chaîne NOTAMS par le BNI a été actée comme un préalable au transfert des activités du BRIA par le BNIA. Aussi, même si la fermeture a été annoncée au 31 décembre au plus tard, nous sommes volontaires pour rester jusqu'à cette date. Ceci afin de permettre au BNIA de reprendre nos activités sereinement et d'assurer une transition dans des conditions de travail acceptables, sous réserve de conserver toutes les garanties qui nous ont été données par SDRH sur les mutations (priorité sur les postes et accès à la PRS.)

Toutefois, notre bonne volonté a une limite et nous avons besoin rapidement d'avoir une visibilité pour nous positionner sur la prochaine campagne de mobilité ou bien attendre celle qui aura lieu en fin d'année.

Nous ne voulons plus de tractations en dehors de tout cadre officiel et en étant écartés du processus de décisions.

Enfin nous demandons à pouvoir participer au sous-GT qui nous concerne et être consultés pour tout changement concernant l'organisation, notamment les jours de fermeture de notre service.